



# France Télévisions

## Préavis de grève

### 2 octobre 2025

Après le succès de la journée de mobilisation du 18 septembre, le Premier ministre ne semble pas avoir pris la mesure de la contestation du budget austéritaire préparé par son prédécesseur à Matignon.

France Télévisions est plongée artificiellement en déficit en 2025 après une année 2024 où l'équilibre a été atteint au prix de multiples économies. Même le rapport de la Cour des comptes reconnaît que France Télévisions est dans une situation financière critique, en raison de la baisse du financement public.

Le dogme austéritaire, à l'œuvre depuis de nombreuses années, nous concerne de très près à France Télévisions : emplois et salaires sont gravement en berne alors que plane toujours la menace d'une holding exécutive pour les entreprises de l'audiovisuel public.

Le projet de budget 2026 qui reste dans les tuyaux des ministères prévoit toujours une coupe supplémentaire de 65 M € pour France Télévisions, à laquelle il faudra ajouter un déficit de 50 M € en 2025 et, encore une fois, supporter l'inflation des prix. Soit environ 150 M € à trouver en interne, ce qui est tout simplement impossible, sauf à dégrader gravement nos grilles de programmes et amplifier les suppressions de postes.

Cette politique délibérée est ensuite le prétexte à justifier une restructuration de l'entreprise en commençant par remettre en cause notre accord collectif comme le suggère la Cour des comptes.

La direction de France Télévisions s'inscrit dans cette logique, raison pour laquelle elle a anticipé le rapport de la Cour des comptes en dénonçant l'accord collectif, via une procédure enclenchée en juillet et dont nous contestons par ailleurs la légalité.

Les syndicats CGT, CFDT, FO et SNJ de France Télévisions revendiquent donc :

- Le retrait de la dénonciation de notre accord collectif ;
- L'abandon de la réforme actuelle de l'audiovisuel public ;
- L'arrêt des coupes budgétaires dans l'audiovisuel public et un plan de refinancement ;

- Le retrait de l'ensemble des mesures austéritaires telles qu'elles ont été inscrites dans le projet de budget Bayrou avec ses attaques contre les services publics, l'assurance chômage, les aides sociales, l'assurance maladie et les retraites.

**Nous appelons donc l'ensemble des personnels de France Télévisions à cesser le travail le jeudi 2 octobre à partir de 00 h et pour une durée de 24 h et à rejoindre les manifestations sur tout le territoire.**

Dans toutes les antennes et tous les sites de France Télévisions, nous invitons les personnels à organiser des assemblées générales pour débattre de la gravité de la situation.

Paris, le 26 septembre 2025